

## Liste des annonces

### 1/ Mesures d'urgence

- **GNR :**
  - Abandon de la trajectoire de hausse du GNR agricole [70 M€ en 2024]
  - Avance de 50% du remboursement de TICPE dès le mois de février (2150 M€ de trésorerie dans les
  - A partir de juillet 2024, l'avantage fiscal GNR sera directement sur la facture (pied de facture)
  
- **Indemnisations sanitaires et climatiques :**
  - **MHE :**
    - Fonds d'urgence de 50 M€ à la main des préfets qui sera versé en février pour les exploitations qui font face à des difficultés ; jusqu'à 20 000 euros par exploitant ;
    - Effort maximal pour trouver un vaccin dans les plus brefs délais
    - S'ajoute à ce qui a déjà été fait : réouverture des marchés à l'export, validation d'un mécanisme d'indemnisation inédit dont le guichet sera ouvert le 5 février pour des versements à partir de fin février ;
  - Augmentation du **fonds d'urgence inondation en Bretagne** : +10 M€
  - Plan d'urgence et d'avenir pour la filière viticole en Occitanie
  - Les établissements seront aux côtés des agriculteurs en difficulté pour trouver des solutions personnalisées
  - S'ajoute à ce qui existe déjà :
    - Plus de 4 Md€ versés par l'Etat depuis 2017 pour l'ensemble des crises (sécheresse, grêle, inondations, grippe aviaire, Covid, etc.) ;
    - Réforme majeure de l'assurance récolte (680M€ de soutiens publics par an) ;

### 2/ Défendre le revenu des agriculteurs (le travail qui paie)

#### **Ma méthode : fermeté et transparence**

- **Négociations commerciales**
  - Nous ne reviendrons sur aucun principe d'Egalim ;
  - **Enquêtes DGCCRF** : +100 inspecteurs DGCCRF pour intensifier dès cette semaine les contrôles. Ils porteront notamment sur la **francisation** ;

- **Trois infractions importantes ont d'ores et déjà été remontées cette semaine et je vais prendre des sanctions** (deux filiales de Bigard et la laiteries des yaourts Malo).
  - Lancement mission sur la transparence des marges (IGF) et mission parlementaire sur les négociations commerciales ;
- Aides PAC : 96% sont déjà versées : toutes les aides hors MAEC seront versées **avant le 15 mars** ; il faut un peu plus de temps pour les MAEC compte-tenu du fait que les agriculteurs ont demandé la création de plus de 100 régimes différents pour tenir compte des particularités ;
  - Confirmation de la **pérennisation du dispositif d'exonération fiscale applicable pour l'emploi de travailleurs occasionnels et de demandeurs d'emplois (TO-DE)**

### **3/ Simplifications**

- 10 mesures de simplification immédiate
- **Un chantier de simplification avec l'objectif d'avoir un premier « paquet » d'ici au salon de l'agriculture et la nouvelle loi de simplification :**
  - Au niveau national piloté par BLM, FESNEAU, BECHU sur : fiscalité, procédure administrative, télé-déclaration, surtransposition, déconcentration ;
  - Au niveau départemental une déclinaison dans chaque département sous l'égide du Préfet dans les prochaines semaines pour faire remonter les propositions.
- Un Etat qui accompagne : renouer la confiance entre l'OFB et les agriculteurs.

### **4/ Avenir de l'agriculture**

- Nous allons **nous battre pour la souveraineté alimentaire :**
  - **dérogation jachère 4% au niveau européen ;**
  - nouveau plan loup avec un nouvel arrêté sur les tirs pour **réduire la prédation ;**
  - évolution de la gestion des prairies permanentes ;
  - Rapport sur l'état de la souveraineté alimentaire avant le salon de l'agriculture
- Mais pour produire, faut s'adapter au changement climatique ; **l'état accompagne avec des moyens inédits de plus d'1 milliard d'euros en 2024** [déjà voté dans le PLF 2024] ;

- Nous devons **faciliter la transmission des installations** et en particulier des petites exploitations : de nouvelles mesures seront inscrites dans le projet de loi agricole (révision Dutreil, GAEC) ; Lancement du fonds de portage foncier public de 400M€ au salon de l'agriculture ;
- **Accords de libre-échange :**
  - o Oui à la liberté de commerce, mais avec des règles ;
  - o Il faut une véritable réciprocité des normes et des clauses miroirs effectives (sur les antibiotiques, sur la déforestation, etc.)
  - o Il faut aussi renforcer les obligations de transparence sur l'origine. La Commission avait pris des engagements. Ils doivent être tenus. C'est pourquoi je le redis, **nous nous opposons à l'accord MERCOSUR ;**
- Je redis l'importance de réduire la consommation de phytosanitaires pour protéger la santé des Français, **mais pas d'interdiction sans solution ;**
- **Lutte contre le harcèlement à l'encontre des agriculteurs :** le Gouvernement soutient la PPL « troubles anormaux du voisinage » (déjà votée à l'AN, à inscrire au Sénat) ;
- **Valoriser le métier d'agriculteur ;**
  - o lancement d'un programme national d'orientation et de découverte des métiers du vivant (école élémentaire, collège notamment) ;
  - o lancement d'une campagne de communication sur le métier d'agriculteur
  - o création d'une journée nationale de l'agriculture et de l'alimentation (par exemple une journée « fermes ouvertes » en lien avec les journées du patrimoine) ;